**Questionnaire pour Etats Membres sur l’accès à la justice et le droit à un recours effectif**

Vos réponses au questionnaire ci-dessous vont aider la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d’esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences, Urmila Bhoola, à élaborer un rapport complet sur l’accès à la justice et le droit à un recours effectif qui sera présenté au Conseil des droits de l’homme en septembre 2017.

Les réponses sont à envoyer à la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d’esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences en anglais, français ou espagnol à srslavery@ohchr.org

La date limite pour l’envoi de vos réponses est le 10 mars 2017.

**Question 1**

A. Existe-il dans le cadre juridique de votre pays des dispositions qui criminalisent les formes contemporaines d’esclavage ?

B. Dans l’affirmative, veuillez donner des informations sur ces dispositions légales, ainsi qu’une référence aux législations desquelles elles sont extraites.

**Question 2**

A. Y-a-t-il dans le cadre juridique de votre pays des dispositions qui garantissent aux victimes de formes contemporaines d’esclavage l’accès à la justice et le droit à un recours effectif?

B. Dans l’affirmative, veuillez donner des informations sur ces dispositions légales, ainsi qu’une référence aux législations desquelles elles sont extraites.

**Question 3**

A. Merci de bien vouloir indiquer si une aide juridique gratuite est mise à la disposition des victimes, et, si ce n’est pas le cas, merci de bien vouloir indiquer quel type d’appui est offert pour permettre aux victimes d’exercer de manière effective et adéquate leur droit à un recours effectif.

B. Veuillez donner, le cas échéant, des informations sur les dispositions légales pertinentes, ainsi qu’une référence aux législations desquelles elles sont extraites

**Question 4**

Merci de bien vouloir donner de plus amples informations sur les sanctions pénales et civiles applicables aux crimes liés aux formes contemporaines d'esclavage ?

**Question 5**

Merci de bien vouloir fournir toute information et statistique disponible sur le nombre de poursuites et condamnations relatives à des crimes liés aux formes contemporaines d'esclavage

**Question 6**

Merci de bien vouloir décrire les mesures mises en place, tant dans le cadre de politiques publiques que dans le cadre juridique de votre pays, visant à identifier les victimes des formes contemporaines d’esclavage ?

**Question 7**

Veuillez nous faire part de la jurisprudence pertinente, en ce compris les cas emblématiques, qui illustre l’accès à la justice et le droit à un recours effectif pour victimes des formes contemporaines d’esclavage. Merci de bien vouloir nous faire parvenir, si possible, des copies de ces jugements.

**Question 8**

Merci de bien vouloir décrire les mesures de soutien aux victimes des formes contemporaines d’esclavage qui poursuivre leur droit à la justice et à la réparation. Ces mesures peuvent inclure, par exemple, l’accès à des refuges ou autres types de logements, une aide juridique, l’octroi de visas, l’accès à des mesures de protection des témoins et des victimes, l’octroi de moyens de subsistance ou d’un soutien financier, et conseils.

**Question 9**

Le cas échéant, à quels obstacles avez-vous été confrontés dans le cadre de vos efforts pour garantir que les victimes des formes contemporaines d’esclavage aient accès à la justice et à un recours effectif ?

**Question 10**

Quelles mesures permettent aux victimes des formes contemporaines d’esclavage de poursuivre leur droit à la justice et à un recours effectif dans le cadre de chaines d’approvisionnement, nationales ou internationales, des entreprises?

*Merci pour votre coopération, n’hésitez pas à nous faire parvenir toutes informations additionnelles pertinentes sur l’accès à la justice et le droit à un recours effectif qui puisse aider le travail de la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d’esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences.*